



**PRÉFET  
DE CORSE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Corse**

**Arrêté n°F09421P118 du 10 JUIN 2022**

**Portant décision d'examen au « cas par cas » relatif à un projet de création de 36 logements sur le territoire de la commune de BONIFACIO, en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement**

**Le préfet de Corse,  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du mérite**

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3-1 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 15 février 2022 portant nomination du préfet de Corse, préfet de la Corse-du-Sud (hors classe) – M. Amaury de SAINT-QUENTIN ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 6 septembre 2019 portant nomination de M. Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2022-03-04-00014 du 04 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Jacques LEGAIGNOUX, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement pour des compétences de niveau régional ;
- Vu** l'arrêté n° R20-2022-03-16-0000 du 16 mars 2022 portant subdélégation de signature à des agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas, préalable à la réalisation de 36 logements sur le territoire de la commune de BONIFACIO, présentée le 21 décembre 2021, complétée le 9 mai 2022 par Le Logis Corse, représenté par M. ROGER Jean-Pierre ;
- Vu** l'avis de l'agence régionale de santé, en date du 22 décembre 2021 ;

**Considérant** la nature du projet qui consiste en la réalisation de 36 logements, sur les parcelles cadastrées K 571-572-573-716-717-721-792-793, sur le territoire de la commune de BONIFACIO ;

**Considérant** que le projet relève de la rubrique 47°a « *Défrichements soumis à autorisation au titre de l'article L. 341-3 du code forestier en vue de la reconversion des sols, portant sur une superficie totale,*

*même fragmentée, de plus de 0,5 hectare* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

**Considérant** la localisation du projet :

- au sein de la ZNIEFF de type II « Plateau calcaire de Bonifacio » et en partie au sein de la ZNIEFF de type I « Agrosystème de Saint-Julien »
- au sein d'un noyau de population de Tortue d'Hermann
- au sein de la zone sensible archéologique de Bonifacio
- à proximité immédiate du site inscrit « Site urbain de Bonifacio et ses abords »
- au sein du périmètre de protection de l'Ancien couvent de Saint-Julien, monument historique
- à 400 m du site classé « Falaises et plateau de Bonifacio et mont de la Trinité »

**Considérant** que le projet impliquera la consommation de 0,7 ha d'espace naturel sur un total de 1,1 ha ;

**Considérant** cependant que le projet s'implante entre deux projets immobiliers existants, que la route existante (en partie située sur une parcelle privée) sera déplacée et rétrocédée à la commune afin de créer un accès public aux résidences ;

**Considérant** qu'un inventaire faune-flore est en cours de réalisation sur le terrain d'assiette du projet et que le pétitionnaire s'engage à fournir les résultats de ces inventaires à la DREAL ;

**Considérant** qu'un avis de l'Architecte des Bâtiments de France a été formulé en date du 4 janvier 2022, au vu du positionnement du projet au sein du périmètre de protection de l'Ancien couvent de Saint-Julien ;

**Considérant** que, en cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques lors des travaux, le pétitionnaire devra en faire la déclaration immédiate au maire de la commune qui en informera le préfet en application des articles L. 531-14 et R. 531-8 du code du patrimoine ;

**Considérant** que, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'avoir des impacts notables sur l'environnement ou la santé humaine.

*Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement*

## **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** - Le projet de création de 36 logements, sur le territoire de la commune de BONIFACIO, faisant l'objet du présent arrêté **n'est pas soumis à étude d'impact**, en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2** - La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3** - Le présent arrêté est publié sur le site internet de l'autorité environnementale.

**Article 4** - Le secrétaire général pour les affaires de Corse et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Corse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le préfet et par délégation,**

**Le directeur**

Pour le Directeur, et par délégation  
La cheffe du Service Biodiversité  
Eau et Paysage

  
**Muriel FILLIT**

Voies et délais de recours (Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **Recours gracieux** : à adresser à Monsieur le Préfet de Corse - BP 401 - 20188 Ajaccio Cedex 1
- **Recours hiérarchique** : à adresser à Madame la Ministre de la Transition écologique

